

Le Secrétaire général

Message adressé à l'occasion de la célébration de la Journée de l'eau

Le 22 mars 2011

Alors que le monde s'achemine vers un avenir plus durable, les interactions cruciales entre l'eau, l'alimentation et l'énergie constituent l'un des plus formidables défis auxquels nous sommes confrontés. Sans eau, il ne peut y avoir de dignité et il est impossible d'échapper à la pauvreté. Or, dans bon nombre de pays, l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'eau et à l'assainissement compte parmi ceux dont la réalisation est encore lointaine.

En l'espace d'un peu plus d'une génération, 60 % de la population mondiale vivra dans des villes et de grandes agglomérations urbaines et une bonne partie des nouveaux citoyens résideront dans les taudis et les colonies de squatters des pays en développement. Le thème retenu cette année pour la célébration de la Journée mondiale de l'eau, à savoir « L'eau pour les villes », met en relief quelques-uns des principaux problèmes posés par cette urbanisation croissante.

L'urbanisation permet d'assurer une gestion plus rationnelle des ressources en eau et de faciliter l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Dans le même temps, il arrive souvent qu'elle amplifie les problèmes qui, à l'heure actuelle, dépassent de loin les moyens dont nous disposons pour trouver des solutions.

Au cours de la décennie écoulée, le nombre de citoyens n'ayant pas accès à l'eau du robinet chez eux, ou à proximité immédiate, a augmenté et est aujourd'hui estimé à 114 millions, tandis que le nombre de ceux qui n'ont pas accès à des services sanitaires de base est passé à 134 millions. Cet accroissement de 20 % a eu un effet extrêmement préjudiciable sur la santé humaine et sur la productivité économique : nombreux sont ceux qui sont malades et incapables de travailler.

Le problème de l'eau n'est pas simplement un problème d'accès. Dans bon nombre de pays, les filles sont obligées de quitter l'école en raison du manque d'installations sanitaires et les femmes sont harcelées ou attaquées lorsqu'elles transportent de l'eau ou utilisent des toilettes publiques. En outre, les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société n'ont souvent pas d'autre choix que d'acheter de l'eau à des prestataires du secteur non structuré et ce, à des prix qui, selon les estimations, sont supérieurs de 20 à 100 % à ceux que paient leurs voisins plus riches dont les logements ont l'eau courante. C'est là une situation qui non seulement n'est pas viable, mais est également inacceptable.

Les problèmes d'eau figureront en bonne place à l'ordre du jour des travaux de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) qui se tiendra à Rio de Janeiro en 2012. Mon Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial et ONU-Eau réfléchissent actuellement aux moyens d'adopter une approche intégrée des problèmes de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire, en vue de lutter contre la pauvreté et les inégalités, de créer des

emplois et d'atténuer les risques que font courir les changements climatiques et les contraintes pesant sur l'environnement.

En cette Journée mondiale de l'eau, je demande instamment aux gouvernements de prendre conscience des véritables causes de la crise de l'eau qui touche les zones urbaines et tient davantage à des problèmes de gouvernance, à l'insuffisance des politiques et à la mauvaise gestion qu'à des problèmes de pénurie. Engageons-nous également à inverser la tendance alarmante à la diminution des investissements bénéficiant aux pauvres qui sont réalisés dans les secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Et réaffirmons de nouveau notre volonté résolue de mettre fin au sort des plus de 800 millions de personnes qui, dans un monde d'abondance, n'ont toujours pas accès à l'eau potable ni aux installations sanitaires dont ils ont besoin pour vivre dignement et en bonne santé.